

La POLITIQUE SOCIALE

Revue Mensuelle
de Solidarité Proletarienne



BULLETIN DU S. O. I.

Paraissant le 15 de chaque mois

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

114, Boulevard de la Villette, 114, PARIS 19°

Le Numéro : 1 Franc

ABONNEMENTS { 6 mois 5 francs
Un an 10 francs

Chèque Postal : 825-55 Paris

N° 3 H

SOMMAIRE

Octobre-
Novembre 1929.

<i>Entre nous</i>	LA RÉDACTION.
<i>La réaction à l'école</i>	G. COGNIOT.
<i>La chirurgie à Moscou</i> (à propos du voyage de M. le professeur Jean-Louis Faure).....	D ^r STEEN.
<i>L'Etat contre les victimes de la guerre</i>	JACQUES DUCLOS.
<i>Paul Reynaud</i> (ou le Conseil tenu par les loups).....	PIERRE SCIZE.
<i>Le Travail forcé aux Colonies</i>	EL DJAZAIRI.
<i>Les États-Unis et la Chine</i>	CHA TSI KAI.
<i>L'affaire de Gastonia</i> (un manifeste).....	X. X. X.
<i>Un tournant dans le mouvement ouvrier britannique.</i>	KURT SAUERLAND.

QUELQUES FAITS :

Une de plus. — *Où il est question de l'illustre maréchal Foch...* — *Et de Briand "le courageux".* — *Ne faites pas attention à ce qu'il dit...* — *Le buste, la repopulation.* — *Ceci explique cela.* — *Petites nouvelles.*

En U. R. S. S.

La vie du S. O. I.

ENTRE NOUS

Nous voici au numéro 4 de notre revue.

Il a été répondu à nos appels publiés dans les précédents numéros, mais le nombre d'amis qui nous ont envoyé le montant de leur abonnement n'est pas suffisant : il s'en faut de beaucoup.

Notre revue est une revue prolétarienne qui n'a par conséquent pas les moyens d'une large publicité pour un lancement profitable.

Nous n'avons eu pour nous que les quelques communiqués que la presse ouvrière a bien voulu insérer; c'est tout.

Donc, réduits à nos seuls moyens, nous avons adressé de nombreux exemplaires gratuits aux amis dont nous avons les adresses et que nous croyons susceptibles de s'intéresser à notre effort.

Mais, on le pense bien, nous ne pouvons pas continuer à fournir gratuitement la "Politique Sociale" à ces amis et nous les informons aujourd'hui que ce numéro 4 sera le dernier numéro qui leur sera fourni gracieusement.

Nous voulons espérer qu'ils comprendront notre situation, qu'ils nous resteront fidèles en s'abonnant à notre modeste revue prolétarienne.



Et nous soulignons encore que nous servons un abonnement gratuit aux amis qui nous trouvent cinq abonnements d'un an.

Un petit effort, camarades! Et nos sincères remerciements.

LA RÉDACTION.

Le Congrès des Instituteurs unitaires et la Réaction à l'École

Cet article aurait dû paraître dans notre dernier numéro, au lendemain du congrès des instituteurs unitaires qui s'est tenu à Besançon.

Il n'a rien perdu de sa force et de son intérêt, au contraire. La question de l'école est plus que jamais à l'ordre du jour. La réaction catholique et bourgeoise n'a pas de plus grandes préoccupations. Le journal *Le Temps* continue de verser son fiel et sa rage contre les professeurs et instituteurs qui ne sont pas inféodés à la bourgeoisie. La social-démocratie fait chorus et appuie, par une démagogie effrénée, l'école bourgeoise et contre-révolutionnaire.

Notre *Revue de Solidarité Proletarienne* accorde donc la plus grande importance à cette question qui sera traitée ici sous tous ses aspects par une série d'articles écrits par notre ami le professeur Husson que nous commencerons dans le prochain numéro.

Le Congrès tenu à Paris en 1928 par la Fédération Unitaire de l'Enseignement avait célébré de 25^e anniversaire de la naissance du syndicalisme universitaire en France. Le Congrès, en 1929, s'est déroulé sous le signe du 10^e anniversaire de la date où fut émise l'initiative de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement, c'est-à-dire l'initiative de l'organisation syndicale du personnel enseignant sur le plan international.

Mais il s'est déroulé plus encore sous le signe de l'aggravation des contradictions de classe en France, de l'élargissement du front de la lutte de classe, de la marche accélérée de l'impérialisme à la guerre, — phénomènes sensibles également dans l'enseignement et aux corps enseignants. En commémorant cette date de 1919 où ils jetèrent les bases d'une organisation internationale de lutte de classe au lendemain et sous le coup de l'expérience de la première guerre impérialiste, les congressistes de Besançon manifestaient surtout contre la guerre qui revient.

C'est précisément l'appréciation de cette situation nouvelle, en relation avec une série de points concrets de l'histoire de la Fédération pendant l'année écoulée, qui a donné occasion aux tendances de s'affirmer et de s'opposer avec une grande netteté. Mais sans doute n'est-ce pas le lieu dans cette revue de donner une critique politique détaillée de l'attitude des diverses tendances au Congrès. La besogne a été faite ailleurs en rapport avec la préparation du Congrès de la C. G. T. U. Ce que nous voudrions donner ici, c'est une simple esquisse, et moins encore du bilan politique du Congrès

que la situation de l'enseignement et du syndicalisme universitaire en France à l'époque de ce Congrès.

Dans l'article introductif à son premier numéro « Encore une revue », la *Politique Sociale* se proclame résolue à « dénoncer au fil des événements toutes les duperies, à démasquer les faux bonshommes de la philanthropie bourgeoise ou religieuse » : or, l'école est une terre d'élection pour les philanthropes déclamateurs de la bourgeoisie; les réformistes sont naturellement d'accord sans réserves avec le bluff démagogique de la bourgeoisie autour de l'école.

Lisez dans *Le Peuple* du jeudi 19 août ces lignes grandiloquentes : « Tout être humain a droit au savoir et à la connaissance, et la France républicaine n'a jamais failli à ce grand devoir malgré quelques erreurs, nous devons avoir la fierté de le constater, et à l'occasion de le dire. » Autant de mensonges que de propositions; comme si la bourgeoisie avait jamais reconnu en fait des droits absolus à l'être... prolétaire! La bourgeoisie de tous les pays n'a créé et ne développe l'instruction des travailleurs qu'au *fur et à mesure des besoins de l'économie capitaliste* en ouvriers pourvus d'un minimum de connaissances. Et voilà pourquoi, par exemple la « France républicaine » était bien en retard au point de vue de « l'instruction populaire » sur l'Allemagne impériale.

C'est ainsi que les réformistes jouent leur rôle de trompeurs patentés de la classe ouvrière également en ce qui concerne la grande mystification de *l'école démocratique, l'école laïque, gratuite et obligatoire*, — demain : *l'école unique*. La « *Politique Sociale* doit contribuer à préserver les ouvriers de ce charlatanisme. Voyons les réalités.

Pression de la Bourgeoisie sur l'École

La bourgeoisie, qui rationalise l'industrie, se dispose également à rationaliser l'école. En Angleterre, ce processus se traduit déjà par des suppressions de postes massives à la suite de la concentration des écoles rurales. En France, la principale forme actuelle (mais non nouvelle) de la rationalisation de l'école est la baisse relative des traitements des jeunes maîtres.

Outre la diminution des frais généraux de l'instruction publique, l'Etat espère atteindre par cette voie une différenciation sociale grandissante du personnel enseignant. Ne va-t-on pas également jusqu'à envisager en haut lieu l'institution d'inégalités graves entre le personnel urbain et le personnel rural?

Dans ces conditions, la lutte des travailleurs de l'enseignement contre la rationalisation au cours de l'année écoulée a revêtu la forme d'une lutte pour les salaires, spécialement pour le niveau de vie des débutants et des jeunes, à caractère politique assez accentué.

On sait que la grève du personnel aux examens primaires a failli

devenir effective dans toute la France, et s'est réalisée avec vigueur sur plusieurs points. Cette grève a été naturellement brisée par les chefs confédérés, dont l'organisation englobe la majorité du personnel.

Parallèlement, la lutte a dû être menée dans l'année contre la tendance à l'amélioration de la situation des directeurs d'écoles, amélioration qui ne doit pas être considérée comme une entorse au principe de l'égalité, mais comme un reflet du renforcement de la réaction en France, comme une expression typique de la volonté d'assurer à l'école l'application maxima des directives du pouvoir. Il s'agit ici encore d'une question essentiellement politique : c'est chaque fois que la bourgeoisie prend l'offensive contre l'école qu'on voit se poser la question des directeurs, en Amérique en 1923, en Allemagne, en Angleterre et en France aujourd'hui. En Pologne, la bourgeoisie fasciste a chargé officiellement les directeurs de surveiller les maîtres et les élèves et d'éliminer tous les révolutionnaires. En France même, le rôle policier des directeurs d'établissements a été suffisamment mis en lumière à l'occasion de la révocation du professeur Pons, dont le dossier « professionnel » contenait des mouchardages politiques ignominieux de son proviseur. L'Etat tend à développer les privilèges des directeurs parce qu'ils lui garantissent la propagande de toute l'idéologie bourgeoise à l'intérieur de l'école. Il est remarquable que la question religieuse revienne chaque fois au premier plan en même temps que le problème de la direction d'école : la lutte contre le matérialisme est aussi un élément de la lutte contre le prolétariat ! La base de toutes ces offensives de la bourgeoisie en faveur des directeurs, en faveur de la religion, etc., est toujours la même : c'est la volonté de désarmer idéologiquement le prolétariat. Et à son tour, cette volonté de désarmer idéologiquement le prolétariat est étroitement liée à la préparation morale de la guerre. L'influence des directeurs est d'autant plus redoutable qu'ils sont à la tête des organisations réformistes des instituteurs, dans toute une série de pays, y compris la France, où ils fournissent une grande partie des cadres du Syndicat National. Bien entendu, la direction du Syndicat National refuse de mener la moindre lutte effective contre les directeurs.

La Fédération Unitaire, de même qu'elle entraîne les masses du personnel à la lutte contre l'étirement de l'échelle des salaires sous le mot d'ordre du traitement unique par catégorie (sans distinctions d'ancienneté) les appelle à la lutte pour un conseil des maîtres qui soit une véritable direction collective de l'école.

Les Jeunes dans la lutte

Toute cette pression renforcée sur l'école explique l'accentuation de la lutte des couches les plus sensibles de l'enseignement. En par-



ticulier, la bourgeoisie a pris l'offensive contre la jeunesse des écoles normales, parce qu'elle attache beaucoup d'importance à la préparation des nouveaux maîtres par l'intermédiaire desquels elle se propose de faire ensuite la conquête idéologique de la jeunesse laborieuse, elle a entrepris de renforcer ses méthodes de dressage à l'école normale; en même temps elle essayait d'y rendre obligatoire de fait la préparation militaire qui y est théoriquement facultative. Les élèves ont engagé une série de luttes, d'abord à Aix-en-Provence, puis à Quimper et à Saïgon. En particulier, ceux de Quimper ont soutenu le lock-out, puis la grève, d'une façon splendide. Il est malheureux que des méthodes fédéralistes désuètes et l'attitude du Syndicat Unitaire du Finistère aient causé l'échec du mouvement.

Mais, d'une part, cet échec même est resté sans influence sur la volonté de lutte des élèves d'une série d'écoles, et, d'autre part, le prolétariat a, quant à lui, témoigné véritablement d'une solidarité active avec ces luttes des jeunes. Il est très important de le souligner dans cette revue : la classe ouvrière a été consciemment aux côtés des élèves-maîtres en bataille; elle a compris qu'il y avait un commencement de radicalisation dans l'enseignement aussi. Et, pour la première fois, sans doute, le Congrès annuel de la Fédération unitaire a discuté une journée entière d'une grève de jeunes!

L'école unique

Avec une meilleure organisation, le Congrès aurait eu le temps d'examiner aussi à fond l'important rapport qui lui était soumis contre l'école unique de la bourgeoisie et de ses agents réformistes. Nous souhaitons que cette question capitale qui n'a jamais été traitée à fond par la presse ouvrière française, soit analysée dans une revue de « politique sociale prolétarienne » comme celle-ci.

Indiquons rapidement l'essentiel : l'école unique est avant tout un bluff électoral, une machine à duper la classe ouvrière. Mais pourtant il y a quelque chose de positif derrière ce mot vague et pompeux. Seulement la réalité est bien différente de l'étiquette : le fait est qu'en France la superstructure scolaire ne correspond plus à la base économique. L'économie française s'est transformée depuis la guerre; ce que la bourgeoisie met réellement à l'ordre du jour, c'est la réorganisation de l'école pour l'harmoniser aux besoins techniques nouveaux. Voilà le sens de la campagne bourgeoise et réformiste pour la soi-disant école unique. Voilà la « noble idée » des hommes d'école unique : une simple pensée de rationalisation!

La paix par l'école

Il y a un bluff pire : c'est celui de la paix par l'école. La bourgeoisie prépare avec acharnement une nouvelle guerre impérialiste. Elle militarise partout la jeunesse scolaire. Mais en même temps

elle répand par tous les moyens en son pouvoir l'idée que la paix est plus stable que jamais, grâce à la S. D. N. : l'école est un des principaux moyens en son pouvoir; aussi enrôle-t-on partout les instituteurs sur le front de la S. D. N. C'a été le principal objet du dernier congrès des instituteurs allemands, à Dresde, à la Pentecôte. En Angleterre, la religion de Genève s'impose avec une telle force aux instituteurs que même ses adversaires bourgeois hésitent dans les congrès de l'enseignement à se lever pour exprimer leur avis. Bien entendu, les réformistes du Syndicat National de France ne sont pas en reste : à leur congrès d'août, Lapierre a développé d'élégants paradoxes sur la fragilité en cas de guerre « de la force matérielle de l'organisation prolétarienne », et il a préconisé ce rempart autrement solide : les forces spirituelles dont le développement est l'essentiel du travail professionnel des instituteurs. En conclusion, les chefs réformistes appellent les instituteurs à élaborer et appliquer un magnifique plan « d'éducation de l'opinion publique » — l'opinion publique fabriquée par les impérialistes!

Pour un programme prolétarien

Le prolétariat doit comprendre quelle arme puissante l'école est contre lui. Dans tous les projets de réformes, d'aménagements, de rationalisation et... d'Ecole Unique, il n'est question que de sa domestication. Il faut que les questions de politique scolaire passent au premier plan de la Politique Sociale de la classe ouvrière.

Les instituteurs unitaires ont de grandes tâches à accomplir. A l'heure actuelle, il faut qu'ils fassent effort vers des qualités de fermeté et de clarté particulièrement indispensables. Il faut que l'éducation de classe fasse de grands progrès dans leurs propres rangs. Il faut qu'ils soutiennent pratiquement le mouvement d'enfants contre la guerre. De leur côté, les leaders de la C. G. T. consacrent une grande attention aux instituteurs, qu'ils veulent préserver de l'influence corrompante du prolétariat révolutionnaire en vue de garantir la meilleure utilisation de l'école par la classe régnante.

Enfin, l'année écoulée a prouvé qu'il y avait un réel mécontentement dans les masses du personnel, à la base de l'école. Au congrès réformiste, une certaine minorité a voté la défiance aux leaders du Syndicat National.

Cet ensemble de conditions crée au prolétariat révolutionnaire le devoir strict de soutenir énergiquement les instituteurs unitaires et les élèves-maîtres révolutionnaires, et de consacrer, dans son propre intérêt, aux choses de l'école, une attention soutenue et informée.

G. COGNIOT.

La Chirurgie à Moscou

**A propos du voyage à Moscou de M. le Professeur
Jean-Louis Faure**

Sous ce titre est paru dans le numéro du 18 septembre 1929 de la *Presse Médicale* un article du docteur Jean-Louis Faure, professeur à la Faculté de Médecine de Paris, chirurgien de l'hôpital Broca.

Ce n'est pas avec plaisir mais avec un véritable enthousiasme que j'ai lu cet article.

Dans le concert de calomnies odieuses qui s'élève contre la grande Russie Soviétique, ces lignes élogieuses émanant d'un professeur réputé et nullement suspect de sympathies bolchevistes, jettent une note discordante, réconfortante et chaude!

Comment, Moscou, le pays du Guépéou, le creuset de la révolution destructive, le centre de l'horrible dictature Stalinienne, Moscou possède des services hospitaliers modernes, outillés, disciplinés!

Ces « sauvages » ont inspiré et favorisé le perfectionnement et la création de crèches, de maternités, de services chirurgicaux qu'un professeur parisien au cordial accent méridional leur envie!

Mais nous ne saurions résister au désir d'emprunter à l'article du professeur J. L. Faure quelques-uns de ses passages les plus caractéristiques. Ils feront à plus d'un titre la délectation de nos lecteurs.

Le professeur Faure a été reçu à Moscou par la Société d'Obstétrique et de Gynécologie. Il a fait devant elle une conférence sur le traitement du cancer de l'utérus, agrémentée de projections.

Partout il a reçu un accueil dont il se félicite. Une automobile fut mise à sa disposition, « qui lui permit de parcourir en tous sens cette ville immense ». Il a été frappé par les qualités opératoires de la plupart des chirurgiens qu'il a vus à l'œuvre. Laissons-lui la parole :

Dans une salle d'opération où un de mes collègues enlevait un rein avec élégance et rapidité, j'ai même vu sur une autre table une femme pratiquer une cholécystectomie, assistée d'une aide unique et du même sexe. Car les femmes travaillent beaucoup dans les hôpitaux moscovites.

Je ne puis ni ne veux ici prononcer de noms. J'en oublierais trop qui y auraient droit.

Mais je ne puis pas ne pas dire qu'il y a, à Moscou, de beaux services, de belles salles d'opérations.

Plus loin, il dit :

J'ai admiré là-bas une des plus belles installations radiologiques et radiothérapeutiques qu'il m'ait été donné de voir. J'ai vu une maternité où

viennent au monde 30 à 40 enfants chaque jour et qui m'a paru parfaitement organisée.

J'ai vu d'admirables affiches de propagande, extrêmement nombreuses et variées, quelques-unes fort belles, spirituelles ou comiques sur l'allaitement maternel, les soins à donner aux tout petits et sur l'hygiène de l'enfance. Et j'ai vu beaucoup d'autres choses, mais je ne puis résister au besoin de dire celle qui, parmi tant d'autres, m'a le plus frappé. *C'est le service de chirurgie d'urgence dirigé par un jeune chirurgien de grande valeur et qui tient sous sa dépendance la ville entière de Moscou.*

J'ai déjà vu des services analogues qui n'existent pas à Paris. J'en ai vu à Santiago-du-Chili, j'en ai vu à Rio-de-Janeiro, où ils fonctionnent admirablement. *Mais je n'ai jamais rien vu d'aussi bien organisé que le service de Moscou.*

Il est d'ailleurs mal installé, dans des locaux médiocres — bien que d'aspect monumental — dans un vieil édifice dont fait partie la maison où logeait, paraît-il, le maréchal Davoust, lors de la terrible épopée de la Grande Armée! Les locaux, les services, les salles d'opération doivent être transformés sous peu. Ils en ont bien besoin, et ils le méritent. Mais l'organisation fondamentale ne peut pas l'être, *parce qu'on ne peut pas faire mieux!* Qu'on en juge :

Dans une salle misérable qui fait partie d'un bâtiment qui ne l'est pas moins, mais dans laquelle on voit un luxe d'appareils téléphoniques — *car le téléphone marche admirablement à Moscou, aussi bien qu'il marche mal à Paris* — dans une salle misérable, le médecin de service est au téléphone. A côté de lui, une jeune femme, un autre téléphone à l'oreille, écoute en même temps. Tous deux prennent en note pour éviter des erreurs, les renseignements qui leur sont transmis.

A l'annonce de l'accident ou de la maladie, le médecin apprécie le cas, et s'il juge nécessaire le transport du malade dans le service, d'un coup de téléphone il prévient le chauffeur, le médecin et l'infirmier qui doivent tous les trois se transporter immédiatement sur les lieux.

Devant lui est un tableau où apparaissent trois signaux, un pour le chauffeur, un pour le médecin, un pour l'infirmier au moment où ceux-ci se présentent pour le départ. Enfin, une sonnerie du concierge annonce le moment où la voiture franchit le seuil de l'hôpital. Au moment de l'appel au chauffeur, une aiguille se met en marche sur un cadran spécial dont elle fait le tour en quelques minutes.

J'ai vu fonctionner, sous mes yeux cette organisation merveilleuse. Au moment où on m'en expliquait le mécanisme, l'appel d'alarme a retenti. En quelques secondes, le médecin a pris les renseignements. Jugeant le secours nécessaire il a transmis l'ordre de départ et, à ce moment même, l'aiguille a commencé sa course sur le cadran. A quelques secondes d'intervalles, j'ai vu tomber le signal du chauffeur, celui du médecin, celui de l'infirmier, *et comme l'aiguille marquait une minute*

et demie, la sonnerie du concierge annonçait que l'auto avait franchi la porte de l'hôpital.

On discute beaucoup à Paris sur les secours d'urgence. Nous n'en sommes pas là. Y serons-nous jamais?

Il y a chaque jour dans ce service une quinzaine d'opérations d'urgence, de quoi occuper nuit et jour l'activité du chirurgien qui le dirige et de ses assistants. Et c'est ainsi qu'ils ont opéré avec des résultats excellents, si j'en juge par les malades guéris que j'ai vus de mes yeux, des appendicites par milliers, des ulcères gastriques perforés par centaines, et quelque chose comme 500 grossesses tubaires rompues.

« Voilà ce que j'ai vu », conclut le professeur J. L. Faure. Puis vient dans son article un passage également fort intéressant où il regrette que les ouvrages français ne soient pas plus répandus et traduits en Russie. Il se glisse bien dans ces regrets un peu de chauvinisme, mais il est indéniable que les tendances des chirurgiens russes étant, spontanément, voisines des nôtres, il n'y a aucune raison pour ne pas favoriser entre eux et nous les échanges de publications et les voyages d'étude.

La fin de l'article vaut la peine d'être citée *in extenso* :

Pour moi, dit le Pr J. L. Faure, je me félicite d'avoir été rendre cette visite à nos collègues russes.

Mais je ne voudrais pas qu'elle fût inutile et qu'il n'en sortit pas autre chose que l'agrément personnel que j'ai pu en retirer.

Je sais que nos collègues ont été extrêmement frappés par la simplicité de la technique gynécologique française. Ils sont hommes à la pratiquer aussi bien que nous.

Et puisqu'ils en manifestent le désir, c'est à nous à leur en donner les moyens. Je m'y emploierai de toutes mes forces. Mais j'adjure nos grands éditeurs, tous ceux qui travaillent avec nous pour la diffusion de la pensée française, de prendre à cœur cette grave question et de continuer leurs efforts pour reconquérir dans ce grand pays la place à laquelle ils ont droit. *Nul ne sait ce qu'il s'élabore dans l'immense creuset où bouillonne aujourd'hui l'âme de la Russie!*

Qui donc pourrait savoir de quel côté grondera quelque jour le vent de l'avenir? Mieux vaut pour nous, pour le monde peut-être, que cette âme encore hésitante se sente caressée par des souffles venus de France.

N'y a-t-il pas, jusque dans cette dernière phrase, de quoi faire réfléchir bien des pseudo-révolutionnaires hésitants et pessimistes!

D^r STEEN.

L'État contre les victimes de la Guerre

Nous avons attiré l'attention des lecteurs sur la misère des anciens combattants et victimes de la guerre. Il nous appartient maintenant d'entrer du général dans le particulier et de montrer comment l'État bourgeois piétine ses victimes.

Ce faisant, nous resterons dans la ligne que s'est tracée cette revue en déclarant vouloir faire « la politique du pauvre, la politique du faible, du déshérité et du vaincu ».

De plus, nous avons la certitude qu'en intéressant les lecteurs à la situation des déchets de la guerre, nous travaillons à combattre l'influence des associations bourgeoises d'anciens combattants, qui avec leur fausse philanthropie dissimulent une trahison permanente des intérêts dont la défense leur est naïvement confiée par de nombreux anciens combattants et victimes de la guerre.

Il ne manque pas de prolétaires qui, au premier abord, jugent que la situation des victimes de la guerre n'est pas trop mauvaise et leur raisonnement prend une apparence de logique s'ils comparent, comme c'est souvent le cas, le traitement des blessés et malades de guerre à celui des mutilés du travail.

Chacun sait, en effet, que la situation de ces derniers est des plus misérables et à la politique du capitalisme, laquelle crée d'intolérables inégalités, entre les déchets humains broyés dans l'œuvre de production et ceux qui sortent de la guerre, on peut opposer la politique de l'État Soviétique, traitant toutes ces victimes sur un pied d'égalité.

Cependant, on aurait tort de s'en tenir à un examen superficiel des choses pour conclure, par simple comparaison, à la suffisance des pensions de guerre et ce n'est pas à la légère que nous constatons dans notre dernier article une diminution de la valeur réelle des pensions par rapport à 1919.

Par ailleurs, il convient d'ajouter que cette dévalorisation des pensions ne constitue qu'un aspect de la question et nous nous proposons de mettre par la suite en relief les injustices qui caractérisent la législation des Pensions de guerre.

**

On n'a pas oublié qu'aussitôt après la signature de l'armistice le capitalisme français se trouva en présence d'énormes difficultés. Il s'agissait d'adapter la production de guerre aux besoins de la paix et de réintégrer les millions de mobilisés dans les rangs de l'armée du travail.

C'est de toute évidence des soucis de cette nature qui furent à l'origine de l'échelonnement de la démobilisation, laquelle commença, pour les plus vieilles classes, en décembre 1918, et ne devait s'achever, pour les plus jeunes, qu'en octobre 1919.

La bourgeoisie craignait les mouvements de colère de la masse des mobilisés et hésitait à les libérer, en bloc, de la contrainte militaire, d'autant plus qu'une crise de chômage inévitable eût été la conséquence de cette brusque augmentation du nombre des producteurs.

On se souvient des multiples moyens employés par le gouvernement pour calmer la colère ouvrière. La loi de huit heures fut votée en avril 1919, la question du 1^{er} mai, fête légale, fut agitée dans les milieux officiels, et naturellement la classe au pouvoir ne pouvait pas ne pas établir une législation nouvelle pour les victimes de la guerre, lesquelles avaient bénéficié, durant les hostilités, de dispositions provisoires rendues nécessaires par l'insuffisance des lois antérieures sur les pensions de guerre.

C'est dans ces conditions que la loi du 31 mars 1919 vit le jour et la démagogie la plus grotesque se donna libre cours, durant les discussions parlementaires dominées par la fameuse formule « l'Allemagne paiera ».

Au frontispice de cette loi, « la République proclama sa dette de reconnaissance à l'égard des victimes de la guerre et reconnut solennellement leurs droits à réparation ».

Nous allons voir comment furent compris ces fameux droits.

**

Comment évaluer les droits à réparation? Telle fut la question qui se posa pour les législateurs bourgeois. Dans certains pays, les pensions de guerre ont un caractère d'aide et d'assistance, dans d'autres elles sont déterminées de manière à compenser la perte de gain résultant du dommage subi, ce qui implique que les revenus antérieurs de l'intéressé et sa capacité professionnelle entrent en ligne de compte pour le calcul de la pension.

La loi française ne s'arrêta pas à ces considérations, et conclut à l'évaluation du dommage subi en tenant compte de l'invalidité au sens physiologique.

De ce fait, une valeur est assignée à chaque organe et à chaque fonction du corps, en tenant compte de leur importance dans l'économie physique d'un être humain.

On pourrait discuter longuement sur ce mode d'évaluation de l'invalidité et il est certain que, par exemple, la perte d'un doigt est beaucoup plus préjudiciable à un violoniste qu'à un facteur. Mais, pour l'instant, nous n'entrerons pas dans ces détails, nous contentant d'indiquer que le principe d'évaluation du degré d'invalidité établi par le gouvernement des Soviets est de beaucoup préférable puisqu'il est basé non pas seulement sur l'appréciation médicale de la mutilation, mais encore sur l'incapacité professionnelle qui en résulte, celle-ci étant déterminée par des délégués du syndicat dont l'intéressé relève.

Par contre, il est nécessaire d'insister sur le fait que sous une apparence de rigidité et de justice la loi des pensions de guerre établit de sérieux avantages en faveur des gradés, ce qui lui donne un caractère de *loi d'indemnités militaires*, puisque le dommage se mesure au rang occupé par l'intéressé dans la hiérarchie militaire.

C'est contre cela que, depuis son origine, l'A. R. A. C. s'est dressée, répétant avec à-propos que « la jambe d'un soldat vaut celle d'un général ».

*

**

Une telle conception législative crée non seulement ces inégalités éminemment « démocratiques », mais de plus elle démontre que le capitalisme se souciait fort peu d'une incorporation méthodique des victimes de la guerre parmi les producteurs, et cela explique que la rééducation des mutilés ait été envisagée d'une façon tout à fait étroite.

D'ailleurs, même rééduqués, les mutilés constituent une main-d'œuvre infériorisée et dans le cadre du système social actuel, où la concurrence s'exerce partout, aussi bien entre les industriels qu'entre les producteurs eux-mêmes, on comprend fort bien que de tels éléments soient les premiers touchés par les conséquences de la « rationalisation capitaliste ».

Il en va tout autrement en régime prolétarien, où les invalides pouvant fournir un certain travail sont organisés dans des coopératives de production, qui avec l'aide de l'État soviétique se développent rapidement et ont augmenté leur chiffre d'affaires de 120 0/0 de 1925 à 1927.

Certes, on nous dira que l'emploi obligatoire des mutilés est prévu par une loi, mais d'après cette loi le patron peut ne donner qu'un demi-salaire à l'ouvrier embauché dans ces conditions et les pénalités encourues, se bornant à de minimes amendes en cas de non-emploi de victimes de la guerre, font que le capitaliste a souvent plus d'intérêt à se laisser pénaliser qu'à se conformer à la loi.

Il résulte donc de ce qui précède qu'au sortir de la guerre, ébloui par la victoire qu'il venait de remporter, le capitalisme français voulut, par sa nouvelle législation des pensions de guerre, procéder, sous l'influence de la crainte, à une manifestation de « reconnaissance » à l'égard des victimes de la guerre, plutôt qu'à une réadaptation de ces éléments aux besoins de la production, ce qui d'ailleurs est impossible dans le cadre social actuel. De ce fait, les dépenses engagées pour payer les pensions prirent un caractère improductif, qui ne devait pas tarder à atténuer cette fameuse « reconnaissance ».

*

**

Depuis 1919, certes, la valeur nominale des pensions n'a pas été diminuée, mais la dévalorisation du franc et la montée du coût de la vie n'ont pas manqué de faire sentir leur influence quant à la valeur réelle de ces pensions.

Quand le taux de base pour une pension d'invalidité à 100 0/0 fut fixé à 2.400 francs par la loi du 31 mars 1919, l'indice officiel de cherté de vie était de 218, et c'est sur cet indice que fut établi le taux de la pension.

Présentement, les pensions sont rajustées sur la base du coefficient 2,40, soit pour un invalide à 100 0/0 : $2.400 \times 2,40 = 5.760$. Or, la moyenne de l'indice officiel de cherté de vie était, pour le premier semestre de l'année, de 612, ce qui devrait porter le coefficient de rajustement à $612 : 218 = 2,80$. Ajoutons à cela, sans qu'il soit besoin d'insister, que les indices officiels de cherté de vie sont calculés en tenant compte de 13 denrées seulement, ce qui prouve surabondamment leur caractère arbitraire, et si on prend la moyenne de l'indice syndical de cherté de vie, pour le premier trimestre 1929, soit 774, on trouve que le coefficient de rajustement devrait être de

774 : 218 = 3,55, ce qui démontre bien dans quelle mesure l'Etat bourgeois allège son budget des charges financières que représentent les pensions de guerre.

Cependant, les groupements bourgeois d'anciens combattants trouvent que tout va pour le mieux, ils s'efforcent d'empêcher leurs adhérents de voir clairement comment on les vole, et se livrent à une démagogie sans bornes dont « l'esprit combattant » et la « fraternité des tranchées » constituent le *leit-motiv*.

Est-ce, par hasard, qu'une telle situation est faite aux victimes de la guerre? Nullement, et il suffit de savoir que l'Etat bourgeois n'est pas autre chose que l'expression dominante du capitalisme, et de connaître les besoins primordiaux dudit capitalisme pour trouver de suite une explication à cela.

Chacun sait que dans sa course aux débouchés, l'impérialisme est en train de se préparer à un nouveau massacre, et sans insister ici sur le formidable développement des armements impérialistes, il nous suffira de citer quelques chiffres parus dans le numéro de juillet de l'organe de l'A. R. A. C., *Le Feu*, pour comprendre les véritables raisons des diminutions effectuées sur la valeur réelle des pensions.

Sur 100 francs d'impôts : 51 vont au paiement des multiples frais de la guerre d'hier, 20 sont employés à préparer la guerre de demain et 9 sont consacrés au paiement des pensions de guerre.

On ne peut trouver démonstration plus convaincante de la subordination de la politique bourgeoise, en cette matière, aux besoins militaires de l'impérialisme et l'on ne peut pas nous accuser d'exagération quand nous disons que l'Etat bourgeois se dresse contre les victimes de sa guerre.

Ce n'est d'ailleurs pas tout, et nous aurons l'occasion d'examiner ultérieurement les multiples moyens employés pour supprimer des pensions dont les droits sont parfaitement fondés, mais déjà les victimes de la guerre qui nous liront seront à même de comprendre ce que valent les formules ronflantes de « reconnaissance » et de « droit à réparation ».

Ces victimes de la guerre ne pourront pas ne pas aboutir à la conclusion qui s'impose, à savoir que le capitalisme piétine les *faibles*, écrase les déshérités et qu'il leur appartient de lutter sur le terrain de classe, pour se défendre, sans se laisser prendre au mirage de la philanthropie, des secours de toutes sortes, grâce auxquels on voudrait tuer en elle tout esprit de combativité, afin de mieux les asservir au régime de misère et de sang dont nous supportons les méfaits.

Jacques DUCLOS.

Erratuna. — Au début de la troisième partie de notre dernier article, une malencontreuse coquille nous a fait écrire : « On peut dire que les « héros » et répétons « héros » fournissent un énorme contingent à la grande armée de la misère... » Il faut lire : « On peut dire que les « héros » et rejetons de « héros » fournissent, etc. »

Paul Reynaud

ou

le Conseil tenu par les loups⁽¹⁾

Nous autres pacifistes, nous sommes, c'est bien connu, un ramas-sis de traîtres, de lâches et de vendus à l'ennemi.

Si nous l'oublions une seconde, la presse courageuse et loyale de M. Coty nous en ferait souvenir. Et aussi le Provincial, du *Temps*, sombre bonhomme qui perpète dans les moisissures de ses pénates départementales une littérature indignée, qui fleure la naphthaline et la sacristie.

Pour ces gens honnêtes et vertueux, nous sommes des fous mal-faisants ou des criminels conscients. Le choix est mince, mais il est pressant.

Songez donc; nous osons espérer qu'un jour la méchanceté natu-relle de l'homme s'atténuera. Nous osons écrire que si sot, si veni-meux, si brutal que soit le bipède vertical, un jour viendra peut-être où, instruit par sa douloureuse expérience, il acquerra cette haute sagesse des chiens de meute qui, décousus par le boutoir d'un sanglier, refusent, une fois guéris, de retourner en battue.

Qu'un homme arrive à être un jour aussi intelligent qu'un chien, j'accorde qu'il y a dans cette prétention beaucoup de sottise et de vanité.

Mais encore, est-ce le droit de notre pauvre espèce d'être sotté et vaine. Si nous n'étions que cela, on nous laisserait volontiers croupir dans notre marais idéaliste, quitte, le jour venu, à nous en déloger à coups de bottes ou de fusil, pour nous transformer en héros, selon la méthode chère à l'adjudant Flick.

Mais nous ne croupissons pas, nous nous agitons. Nous entre-prenons la plus coupable besogne de découragement qui soit au monde. Nous osons nous plaindre : nous ne sommes jamais contents. On a eu beau nous donner un casque, un complet veston, un pécule, des médailles, des pensions, des emplois de concierge et d'huissier, et demain une belle et substantielle retraite de cinq cents francs par an. Rien n'y fait : nous grognons encore.

Nous expliquons aux jeunes qui viennent derrière nous la façon dont on s'y est pris pour nous « posséder ». Nous leur disons : « Attention! Des blagues, l'héroïsme et la fleur au fusil, et les provinces reconquises et le symbole du drapeau et le clairon qui sonne la charge quand l'air est pur et que la route est large, et que mourir pour la patrie est le sort le plus beau, le plus digne d'envie. » Méfiance! Là, derrière, tu ne trouveras que la peur ignoble qui grouillait là-haut, au ventre de tous, les combines des maîtres de la potasse et du fer, des marchands de pétrole et d'acier, des fabricants de chemins de fer et de canons, sans parler du naturel appétit de violence et de destruction, de meurtre, de rapine et d'incendie qui

(1) Reproduit du *Canard Enchaîné*.

est chevillé au cœur de quelques hommes et qui de tous les mobiles guerriers est peut-être le moins haïssable, parce que le moins hypocrite.

Nous leur disons ça aux jeunes! Et quand un vieux jeton persévère en des discours déraisonnables, nous le déculottons, estimant préférable et le plus moral de voir un vieillard chamarré de dignités, fessé en place publique, que de voir, par sa faute, quinze cent mille mères ou épouses en deuil.

Déjà, cette agitation est bien condamnable aux yeux de nos professeurs de morale.

Mais où nous passons les bornes au delà desquelles il n'est plus de limites, comme dit le poète, c'est quand nous essayons, joignant l'acte à la parole, de nous rencontrer avec l'ennemi d'hier, autrement que les armes à la main.

Oh! alors, que d'imprécations et que de gorges chaudes! Ces messieurs rient à ventre déboutonné de nos croisades pour la paix, de nos discours et de nos tracts. Ou bien ils étincellent de courroux et requièrent pour nous des chaînes et des cachots.

Est-ce possible? erient-ils. Est-ce tolérable? Des Français rencontrer des Allemands et leur tendre la main! Quelle infamie! « Quel dangereux mysticisme! » comme dit l'autre emplumé. Parler de la paix des peuples? Mais c'est vouloir la guerre. Désarmer? C'est appeler le massacre!

De telles coïonnades s'impriment et se disent chaque jour en France et en Allemagne. Car des Ronchonnots, des Ratapoils, et des Va-l'en-guerre, il n'en chôme point de l'autre côté du Rhin non plus que de celui-ci.

**

Tout de même, ces déplorables idées, ces dangereuses utopies font des progrès en deçà et au delà des frontières. Si l'on n'y mettait ordre, les illuminés que nous sommes finiraient par avoir raison.

Pas de ça! A aucun prix!

Que deviendrait alors la florissante industrie des gaz asphyxiants, des bombes et des grenades?

Il fallait aviser. On avisa.

— De quoi s'agit-il? comme disait Foch à ses élèves de l'École de Guerre, au temps où il leur enseignait la tactique de son maître le général Boum.

Il s'agit d'empêcher les moutons d'avoir raison des bouchers. Or donc, unissons les bouchers des deux pays et le compte des moutons sera bon. Et les bouchers se sont réunis. Ce sont, là-bas, ces gentilshommes du « Casque d'Acier », les mains sanglantes encore des meurtriers de Liebknecht, de Rathenau. C'est ici le délicieux Paul Reynaud, ami et confident de Poincaré, représentant les patrons du démarcheur Kérillis et les cent mille bedeaux qui crachent au bassinnet de *l'Echo de Paris* pour avoir de bonnes élections.

Là aussi, Allemands et Français « causent ». Mais ne confondez pas! Ils n'ont rien de commun avec les pleutres pacifistes qui ne savent parler que de désarmement.

Ces gaillards-là tranchent dans le vif du sujet; ils échanget des armes, se communiquent des perfectionnements de matériel, de formules de poudres, de gaz, de liquides inflammables, ils se partagent des marchés, des débouchés, des colonies, ils rectifient les frontières, ils s'entendent — c'est le cas de le dire — comme larrons en foire.

Bref, il ne leur manque plus que de trouver un nouvel ennemi héréditaire, mais ça n'est pas ce qui les embarrasse. En cherchant un peu à l'Est, on trouvera facilement ça, et on sauvera une fois de plus la civilisation.

Et cela n'aurait rien que de très banal et de très ordinaire, si cela ne nous apportait pas une preuve de plus que toutes les ententes internationales sont licites, honorables et approuvées des honnêtes gens quand elles ont pour but la guerre et la défense du coffre-fort.

Elles ne deviennent criminelles que lorsqu'il s'agit de préparer la Paix et son règne écœurant de platitude.

Mais on le savait déjà.

Pierre SCIZE.

Le Travail forcé aux colonies

En IndoChine. (suite)

La Traite des Jaunes

Le rabattage de la main-d'œuvre est libre et peut être exercé par n'importe qui. Il faut croire qu'il est lucratif, puisque les marchands d'hommes sont légion. Une multitude d'agences de recrutement s'installent et opèrent sous la protection du gouvernement et des inspecteurs du travail, Résident, chefs de province, fonctionnaires, entrepreneurs blancs et leurs auxiliaires indigènes usent de fallacieuses promesses et de violences. Les recruteurs empochent une partie des avances destinées aux indigènes et ne leur rendent jamais. La *Tribune Indochinoise* nous explique comment les hommes et les femmes auxquels les recruteurs promettent un séjour mirifique dans les forêts ou la mine sont astreints ensuite aux travaux forcés à temps. Souvent le recrutement se fait par la force. Les enfants eux-mêmes ne sont pas ménagés. Des mineurs, dont une fillette de 14 ans, furent arrachés à leurs parents, puis envoyés, sous la garde de miliciens, vers les îles du Pacifique.

Les coolies, assure-t-on, doivent être nourris, habillés, logés. Nous avons vu à Paris même, comment la Compagnie des Laques mettait en application les clauses du contrat qu'elle avait signé avec les ouvriers recrutés d'Indochine. De talentueux artistes étaient séquestrés dans des hangars à Boulogne. Ils étaient nourris quotidiennement d'une potée de riz, couchaient sur des tréteaux, à même le bois, dans un dortoir infect et recevaient annuellement et pour tout habillement une chemise de grosse toile.

Leurs appointements ne dépassaient pas 300 francs par mois.

Comment ils capitalistes pourraient-ils respecter leurs engagements envers les travailleurs coloniaux dans ces pays d'outre-mer à la merci de leur despotisme, quand au sein de la ville lumière ils peuvent se livrer sans inquiétude à de tels abus.

La solde des coolies? Vers le Loc Ninh, elle est de 40 cents sans riz; vers le Cap, 40 cents plus le riz, une demi-piastre (1) sans riz.

(1) Une piastre. fr. 12,75 — 100 cents.

Et ceci est une solde élevée puisque dans le delta tonkinois, les salaires ne dépassent pas 25 à 30 cents sans riz.

La *Revue économique d'Extrême-Orient* trouvait ces salaires exorbitants. Elle les voudrait plus bas, de crainte de voir la main-d'œuvre se raréfier, car paraît-il, l'annamite peut vivre un mois avec le salaire de 15 jours. Elle oublie seulement de nous fixer le chiffre du salaire vital. Tous les esclavagistes réclament sur les chantiers *une discipline sévère, quasi militaire*.

Et comme les coolies, sacrifiant leur dû, s'échappent des plantations ou des exploitations, quand ils ne se suicident pas, les planteurs demandent des droits légaux illimités. Des droits de vie et de mort sans doute, parce qu'ils ne veulent plus être désarmés devant les désertions et être obligés de tolérer parmi leur bétail humain des meneurs.

Les désertions se multiplient.

En effet, les statistiques officielles nous informent qu'en une année, du 1^{er} juin 1925 au 1^{er} juin 1926, sur 9.623 engagés sur des plantations de Cochinchine, avec leurs femmes et leurs enfants, 1.039 désertèrent.

L'année précédente, elles accusent 1.995 désertions.

Qu'y aurait-il d'étonnant à ces manifestations instinctives de la préservation quand nous savons que la mortalité atteint 40 à 50 0/0 des engagés.

En 1927, on a constaté 474 décès sur 1.000 travailleurs de la Société de Cultures tropicales; pour la même période, il y a eu 123 morts et 242 hospitalisés sur 659 ouvriers agricoles de la plantation d'Auving-An-Loc.

La *Revue économique d'Extrême-Orient* nous déclare que des Français connaissant bien le Tonkin, comme M. Cucherousset, déclarent que plus de deux millions de Tonkinois meurent de faim chaque année.

Et, il n'y a pas seulement que la faim qui tue, il y a le surmenage et les mauvais traitements.

La vie tragique des coolies

Voici quelques faits authentiques d'atrocités pris au hasard. En 1928, à Port-Vila (Nouvelles Hébrides), un Tonkinois travaillant sur la concession des Comptoirs français fut attaché par un surveillant et roué de coups jusqu'à ce qu'il rendit le dernier râle.

Un autre garde-chiourme de la Société des Hauts Fourneaux de Nouméa (Nouvelle-Calédonie), tira dans un tas de coolies tonkinois qui protestaient contre les violences dont ils étaient victimes, et en tua plusieurs. La révolte gronda. Alors les gendarmes appelés continuèrent le carnage jusqu'à ce que le calme revint.

A Port-Vila, d'autres négriers, pour se distraire, avaient imaginé un jeu machiavélique. Ils avaient attaché un Indochinois au bout d'une longue corde et le traînaient dans l'eau pour attirer les requins. Un autre fut jeté à la mer. Ses bourreaux lui lançaient des pierres toutes les fois qu'il voulait atteindre la rive et ne s'arrêtèrent de le martyriser que lorsque les requins l'eurent dévoré.

L'*Echo Annamite* signalait qu'à l'île de Moketoa, sur les concessions de la « Société des Phosphates du Pacifique », des coolies mariés ayant voulu soustraire leurs femmes à la lubricité des gardes-chiourmes tahitiens, ont été fusillés sur-le-champ.

Les blessés furent achevés et les protestataires qui eurent la vie sauve furent inculpés de rébellion et condamnés par le tribunal de Papeete.

Le Haut Commissaire du Pacifique, lui-même, dans un rapport adressé au gouverneur de l'Indochine, ne cache pas les violences employées à l'égard de la main-d'œuvre importée. Il reconnaît entre autre qu'une fillette est morte des suites du viol qu'elle dut subir des civilisateurs bestiaux; qu'un colon, pour calmer la protestation de ses ouvriers maltraités, fit des injections sous-cutanées de térébenthine à certains d'entre eux.

Voici encore les attestations de l'écrivain Léon Werth, à son retour d'Indochine :

« Je sais, dit-il, un témoin qui vit un ingénieur nommé Blim tuer à bout portant, d'un coup de revolver, un enfant Moï », et encore : « On a pu voir, dans les rues de Saïgon, des Missionnaires — les représentants de l'Eglise chrétienne sont aussi des suppôts de la colonisation — qui de la voiture frappèrent à coups de pied, à coups de canne, le coolie-pousse qui les transportait, afin qu'il courût plus vite. »

Et ce ne sont pas seulement les grands entrepreneurs et leurs gardes-chiourmes, ce ne sont pas les ecclésiastiques et les petits fonctionnaires qui sont de vrais féodaux, pour qui la vie des serfs ne compte pas. Les Gouverneurs, les Résidents sont aussi des assassins. Qui ne se rappelle de ce crime odieux de ce Baudoin, qui fit construire, au Cambodge, dans la montagne, par les indigènes, une route menant à son Palais? Folie d'un potentat qui coûta la vie à 2.000 travailleurs.

Voici encore le témoignage d'un huissier de Pnom-Penh (Cambodge), M. Marius Lautier, appelé à dresser le 28 octobre 1925 un constat à propos des tortures subies par les accusés de l'affaire Bardez, un autre Résident tué au cours d'une émeute, rapporte sur son procès-verbal la déposition de Prap Chuon, qui fut à la fin reconnu innocent et libéré :

« ON m'a frappé avec des crosses de fusil dans les jambes, dans le dos et derrière la tête, et malgré les coups reçus, j'ai toujours nié, on m'a mené plus loin et on a continué à m'interroger tout en me frappant, après on m'a mis la tête dans un nid de fourmis rouges qui sont entrées dans mes yeux et dans mes oreilles. J'avais les mains attachées derrière le dos, on m'a déplacé tout en me frappant et là, cette fois, le garde principal a pris son revolver, l'a placé sur ma tête et a tiré un coup dans le vide, et j'en ai eu les cheveux brûlés. J'ai toujours nié, on m'a ramené au village et on m'a incarcéré à la Sala-Klum où je suis resté une nuit attaché à une colonne. »

Et ils se chiffrent par milliers de pareils cas de torture.

La répression

La répression, chaque jour, s'appesantit sur les prolétaires exaspérés. Les arrestations sont quotidiennes et les décrets super-scélérats sont pris à chaque occasion. Le pénitencier de Poulo-Condor regorge de condamnés.

Le passage d'un gouverneur socialiste n'a pas atténué la vie tragique des travailleurs indo-chinois, agir autrement serait en contradiction avec les buts fondamentaux de la colonisation. Au contraire, c'est M. Varenne qui suscita les décrets de loi du 4 octobre,

qui punissent d'un emprisonnement d'un an à cinq ans toute manœuvre de nature à compromettre la sécurité publique. C'est sous son règne qu'on bâillonna la presse en rétablissant le crime de lèse-majesté punissable de 3 mois à 1 an de prison.

S'organiser en syndicats pour défendre ses intérêts immédiats, c'est comploter contre la souveraineté française. Revendiquer par la grève, c'est compromettre la sécurité publique; lire, celle des requins coloniaux.

Aucune législation sociale, aucune loi protégeant les femmes et les enfants travailleurs, aucune mesure d'hygiène, aucune assurance contre les maladies, le chômage, les accidents. Pas même la faculté à un travailleur de circuler librement dans son propre pays.

Devant tant d'exactions, un jeune Annamite de 18 ans, Léon Sahn, exécuta dernièrement Bazin, le directeur de l'office de recrutement de la main-d'œuvre annamite.

On institua aussitôt un tribunal criminel spécial. On arrêta des dizaines d'Annamites et on condamna neuf d'entre eux à plus de deux siècles de prison.

Est-ce que le geste de Léon Sahn n'est pas provoqué par le terrorisme gouvernemental et celui de ses recruteurs : les Bazin et autres?

L'esclavage en théorie et en fait existait en Indochine. Nous ne pouvons douter de la ferme intention arrêtée des juristes de Genève de le légaliser, quand nous voyons siéger à la dernière Conférence du Bureau International du Travail, tenue à Genève en juin dernier — conférence qui avait à son ordre du jour la question du travail forcé — M. Merlin, l'ancien gouverneur de l'Indochine. Cet homme fut tellement haï des indigènes qu'ils faillirent l'écrabouiller par l'explosion d'une bombe. Aujourd'hui il est membre de la Commission de Travail indigène au B. I. T.

Il y avait aussi à cette conférence Mr. Carde, Gouverneur de l'Afrique occidentale française.

Le *Temps* de l'époque nous rapporte que ce colonialiste écoutait à titre d'expert les accusations de certains délégués, au sujet de tortures infligées aux travailleurs nègres des colonies françaises, avec le sourire aux lèvres. On remarque un tel cynisme chez les professionnels du crime. Nous prouverons dans notre prochaine Revue que la vie tragique des noirs dépasse en horreurs celle des ouvriers et paysans indochinois. Et M. Carde est un des artisans de ce régime d'esclavage.

EL DJAZAIRI.

LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE

L'impérialisme américain a toujours joui et jouit encore, parmi les diverses couches de la bourgeoisie en Chine, d'une autorité « de meilleur aloi » que les autres puissances impérialistes.

Le Wilsonisme fut l'idéologie dominante de la petite bourgeoisie chinoise de 1918 à 1924. L'élan de la Révolution nationale de 1925-1927 affaiblit momentanément l'influence des Etats-Unis, mais, depuis la défaite de la Révolution chinoise, l'impérialisme yankee a su « restaurer » son autorité en Chine. *Le vaste réseau américain des associations, syndicats, écoles, hôpitaux et autres institutions philanthropiques chrétiennes, l'aide matérielle assez considérable fournie aux paysans affamés, etc.*, tout cela répand l'illusion d'une « bienveillance » relative de la part des Etats-Unis à l'égard de la Chine parmi la partie la plus arriérée du prolétariat, et à un degré plus considérable encore, parmi la petite bourgeoisie urbaine et la paysannerie (sans parler de la bourgeoisie). La presse américaine « révèle » assez souvent les intrigues et l'agressivité de la politique anglaise et japonaise en Chine et fait mine ainsi de défendre les intérêts chinois et la « justice ».

Quelle est la raison de la « bienveillance » particulière des capitalistes américains à l'égard de la Chine? A la différence des autres puissances impérialistes, les Etats-Unis ne disposent ni de territoires ni de sphères d'influence en Chine. Afin de triompher de la concurrence japonaise, française et anglaise en Chine, l'impérialisme américain doit avant tout détruire les sphères d'influence monopolisées en Chine. C'est pourquoi le principal facteur, en raison des particularités historiques de sa position en Chine et des nécessités inévitables d'expansion, est, pour l'impérialisme américain, sa « bienveillance » à l'égard de la Chine, et c'est pourquoi il y applique « la politique libérale de la porte ouverte en Chine ». L'impérialisme américain, plus que celui d'aucune autre puissance, est intéressé à la consolidation du pouvoir politique de la contre-révolution chinoise, au développement bourgeois en Chine, afin d'étendre, et, dans la mesure du possible, de monopoliser l'exploitation de la Chine. De là découle la politique d'aide au groupement Tchang Kai Shek et au gouvernement de Nankin, politique qui se distingue de toutes les autres puissances impérialistes. L'impérialisme américain a, le premier, reconnu *de jure* le gouvernement de Nankin; le premier, il a reconnu le « droit » de la Chine à l'autonomie douanière (1); il a promis le premier de supprimer le droit d'extraterritorialité de ses sujets en Chine; enfin, il a accepté, le premier, le nouveau tarif douanier et un grand nombre d'hommes d'Etat américains des plus importants ont prononcé des phrases bienveillantes à l'adresse du gouvernement de Nankin.

Prenant en considération les positions spécifiques des diverses puissances et la force des Etats-Unis, le gouvernement de Nankin se rapproche volontiers de ces derniers. Il a demandé au gouvernement de Washington d'élever sa représentation en Chine au rang

(1) L'Angleterre, il est vrai, déclare que c'est elle qui a reconnu la première ce droit de la Chine.

d'ambassade; il a invité le plus grand spécialiste américain des questions monétaires, le « docteur ès finances » Kammerer, en qualité de conseiller politique du gouvernement national; il a invité une commission spéciale chargée de réaliser la réforme financière et monétaire en Chine.

Une série de spécialistes tels que Young, Nolant, Lockart, Valès, Craveland, Lunch, etc., font partie de cette commission; il a invité Millard, le fameux spécialiste américain des questions chinoises, en qualité de conseiller politique du gouvernement national; il a invité Mantel à titre de principal conseiller pour les questions ferroviaires; il a appelé Ford et d'autres personnalités économiques américaines en qualité d'experts honoraires du gouvernement chinois, il a chargé Sun-Fo d'engager des pourparlers avec la Banque Morgan en vue d'un emprunt; il a demandé aux Etats-Unis un emprunt de 100 millions de dollars pour la réorganisation du monopole du sel, etc.

Les conséquences du désir mutuel de rapprochement entre Nankin et les Etats-Unis se sont directement manifestées par l'extension du marché chinois pour les Etats-Unis. « L'année 1928 fut extrêmement favorable pour le commerce américain en Chine », écrit l'*Ossaka Mainitzi* du 22 février 1929. L'importation d'Amérique a augmenté de 50 0/0 par rapport à 1927 et a atteint la somme de 130 millions de dollars, alors que la moyenne annuelle de l'importation américaine au cours de ces trois dernières années n'a pas dépassé 115 millions. Par suite de la construction de nouvelles routes en Chine, l'écoulement des machines automobiles américaines a particulièrement augmenté. En considération de cette augmentation de la demande du marché chinois, Ford est en train de construire à Shanghai une usine d'automobiles. La pénétration des machines automobiles américaines en Chine ne se limite pas aux transports, elle s'étend aussi aux tracteurs. Selon le « *Commerces Rapports* », il y a déjà 160 à 170 tracteurs en Mandchourie septentrionale.

La *China Illustrated Review* annonce qu'en vertu d'un accord conclu entre le représentant de l'ambassade américaine en Chine et le représentant de Nankin, Van Baotchen et Sun Fo, la Chine obtient 20 millions de dollars pour la construction d'une station de T. S. F.

La Compagnie américaine d'aviation et de recherches a conclu avec le gouvernement de Nankin un accord en vertu duquel cette compagnie se charge du transport postal aérien du gouvernement chinois, elle obtient également le droit d'organiser les transports aériens de voyageurs et de marchandises; la compagnie se propose en outre de construire et d'outiller en Chine une usine d'aviation.

La Banque Coon and Loeb C° élabore, selon le *New-York Times* du 6 avril, un plan d'emprunt à fournir pour l'acquisition de matériel ferroviaire et pour la construction de voies ferrées. Il s'agit d'une somme de 100 à 150 millions de dollars.

Pour nous, il est parfaitement clair que tous ces « plans constructifs » des Etats-Unis pour la Chine ne poursuivent nullement le but de créer une Chine indépendante. On ne saurait nier, il est vrai, qu'une partie du capital exporté en Chine pour des buts de production, détermine partiellement une accélération du développement industriel du pays, mais pas du tout dans le sens de l'indépendance, bien au contraire dans celui de la dépendance de l'économie coloniale par rapport au capital financier des pays impéria-

listes. Sur la base de l'aggravation générale des antagonismes entre les Etats-Unis d'une part et l'Angleterre, le Japon, la France de l'autre, les Etats-Unis aident consciemment la bourgeoisie chinoise à créer une Chine bourgeoise indépendante. Elle ne sera d'ailleurs indépendante qu'au point de vue juridique; pratiquement, ce sera un Etat semi-colonial dominé avant tout par les intérêts de l'impérialisme américain. Cette bourgeoisie chinoise devra servir l'impérialisme américain, au *cours de la prochaine guerre*, d'instrument docile contre les autres puissances. Il est caractéristique à cet égard que les Etats-Unis construisent « pour la Chine » principalement des voies ferrées, des usines d'automobiles et d'aviation, des stations de T. S. F., etc. Que vise l'impérialisme américain, par la construction des usines? Voilà le « mystère »!

L'impérialisme américain voit parfaitement toutes les faiblesses de la bourgeoisie nationale chinoise. Il y a là des intrigues et des divisions, une lutte ouverte et secrète à la fois tant au sein du Kuomintang que dans les organes gouvernementaux. Il sait également que le gouvernement de Nankin n'est pas encore le gouvernement stable et consolidé de la Chine et que celle-ci est toujours divisée en une série de sphères d'influence de divers groupes militaristes. L'impérialisme américain ou tout autre investira-t-il des capitaux sous forme d'emprunts dans une situation aussi instable de la Chine?

Voici comment répond à cette question un représentant de l'impérialisme américain, Bachelor :

« Il n'y a pas de doute que la Chine a le plus grand besoin d'argent.

« Mais le crédit du gouvernement chinois est tellement bas en ce moment qu'il ne se distingue plus de celui de l'Allemagne après la guerre mondiale.

« Le gouvernement de Nankin invoquera sans doute l'aide de l'Europe et de l'Amérique, mais les banquiers ouvriront-ils leurs poches sans avoir de garanties, sans obtenir un plan Dawes pour la Chine?

« Seul un tel plan, qui sauva l'Allemagne, sauvera aussi la Chine. Si les auteurs du plan Dawes visitent la Chine sur l'invitation du gouvernement chinois, les banquiers du monde entier délieront les cordons de leurs bourses (1). »

En vérité, le plan Dawes pour la Chine est dès à présent partiellement appliqué; tous les postes de commandement, les voies ferrées, les principales banques, la grande industrie, le commerce extérieur et la navigation sont déjà entre les mains du capital étranger. Les impérialistes jouissent de nombreux et grands privilèges en Chine; certains d'entre eux disposent de sphères d'influence, etc. Ce n'est donc pas de cela qu'il s'agit. Il s'agit d'apporter à la Chine un plan Dawes tel qu'il a été appliqué en Allemagne. Ce type allemand de plan Dawes ne saurait cependant être complètement réalisé en Chine. L'Angleterre et le Japon s'y opposeront sans doute.

Ces puissances ont leurs sphères d'influence en Chine; les postes rités entre les mains du capital japonais et anglais. L'application de commandement de l'économie chinoise sont également en majorité le plan Dawes du type allemand en Chine ne peut pro-

(1) Voir article de Bachelor, paru dans la *New-York Herald Tribune* de février 1929.

fiter beaucoup en fait qu'aux Etats-Unis. Au surplus, les masses petites-bourgeoises en Chine même, y compris des éléments bourgeois, sont également opposés à une telle application du plan Dawes. *Subjectivement*, ces masses conservent encore l'illusion de la possibilité d'un développement capitaliste autonome de la Chine.

Mais le rôle décisif dans cette lutte incombe aux masses ouvrières et paysannes de la Chine. La lutte accentuée des masses travailleuses portera certainement un coup définitif à ce plan. Le sort final du plan Dawes sera résolu uniquement dans la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Mais l'impossibilité de la réalisation intégrale du plan Dawes pour la Chine dans les conditions actuelles de cette dernière ne signifie pas qu'il sera impossible d'appliquer ce plan, sous une autre forme, il est vrai et dans une proportion plus étroite. L'impérialisme américain sera probablement contraint de « collaborer » avec d'autres puissances pour entraîner les capitaux et fournir des emprunts à la Chine en raison de la rivalité des autres puissances et de l'indécision de la bourgeoisie chinoise quant à l'orientation vers les Etats-Unis. Un fait caractéristique sous ce rapport est donné par la déclaration de Georges Lee, représentant de Sun Fo (ministre des transports du gouvernement de Nankin), faite à Washington. Cette déclaration, abondamment répandue par la presse américaine, a sans doute pour but de corriger l'impression produite par une déclaration récente de Mantel (1).

Ce dernier déclara, au cours d'un entretien avec les représentants de la presse, que les chemins de fer chinois seront prochainement « américanisés », ce qui entraîne la fourniture à la Chine d'un emprunt américain pour l'achat du matériel en Amérique destiné à remplacer l'europpéen actuel.

Georges Lee indique dans sa déclaration que le ministère de Nankin des chemins de fer cherche à éviter toutes difficultés internationales. Le « financement des chemins de fer chinois, dit cette déclaration, est étroitement lié à un accord entre la Chine et les puissances étrangères relativement à l'emprunt, ainsi qu'à l'attitude des Etats-Unis envers le consortium. Tant que le ministère des Affaires étrangères soutient le consortium comme organe officiel pour le financement de la Chine, les banquiers américains doivent proposer à l'Angleterre, à la France et au Japon de participer à tout emprunt fourni à la Chine. Tant que le principe de la collaboration internationale pour le financement de la Chine ne sera pas repoussé, il est prématuré de parler de l'américanisation des voies ferrées chinoises ».

Ainsi, une « collaboration » très prochaine est probable en Chine entre les Etats-Unis et les autres puissances impérialistes pour la fourniture des crédits à la Chine. Mais cette « collaboration », loin d'exclure, suppose au contraire une lutte entre les puissances impérialistes. Chacune d'elles tâchera d'obtenir les plus grands avantages possibles de cette affaire.

Il est dans la nature de l'impérialisme que la lutte des impérialistes n'exclut pas leur collaboration, pas plus que leur collaboration n'exclut les luttes internes.

CHA TSI KAI.

(1) Principal conseiller des chemins de fer chinois.

L'AFFAIRE DE GASTONIA

Le Baptême du Sang du S. O. I.

La mémoire du monde entier est encore fraîche du crime monstrueux accompli par le capitalisme américain sur les malheureux Sacco et Vanzetti, qu'un nouvel assassinat, plus monstrueux encore, s'organise « légalement » contre des militants ouvriers de Gastonia (Etats-Unis, Caroline du Nord).

Parmi eux se trouvent des fonctionnaires du Secours Ouvrier International, dont le rôle et le « crime » a consisté à soutenir les grévistes et leurs enfants dans la lutte contre le plus rapace des patronats en distribuant des vivres, des vêtements et en organisant un camp de tentes pour abriter les familles grévistes chassées des habitations patronales.

Leur crime est aussi d'avoir, avec leurs camarades grévistes du camp de Gastonia, abandonné casseroles et cuillers à pot, le 7 juin, pour se défendre vaillamment contre la police privée et légale qui, renouvelant son acte de banditisme du 18 avril (pillage et destruction de la Centrale du S. O. I.) attaquait cette fois le camp même du S. O. I.

C'est au cours de la bataille qu'est tombé, victime lui-même, le chef de la police de Gastonia : Aderholt.

Partout et toujours le devoir du S. O. I. a été de secourir activement ceux qui souffrent et luttent, et c'est ainsi que le S. O. I. apparaît souvent au premier plan du plan de bataille, comme organisation de lutte de classe bien déterminée.

Par son action de solidarité, particulièrement dans les luttes économiques, le Secours Ouvrier ne soutient pas seulement la combativité des grévistes, mais devient lui-même partie intégrante du front de bataille et participe activement à la lutte du prolétariat.

Les événements de Gastonia illustrent définitivement le S. O. I. dans le mouvement ouvrier, organisation de défense ouvrière, de lutte de classes, mais pas du tout organisation de philanthropie ou de charité.

Dans ces conditions, l'action du S. O. I. ne revêt un caractère prononcé de lutte que lorsque les organisations de combat du prolétariat ont recours à son action de solidarité pour mener victorieusement la bataille.

Depuis sa formation, le S. O. I. a donné son soutien en des milliers de cas et d'endroits dans les luttes révolutionnaires et dans les grandes grèves. Indiquons aussi son action permanente, si utile et si belle, de l'enfance malheureuse, par laquelle il secourt annuellement, en Europe, environ 25.000 enfants.

C'est en raison de toutes ces actions que la bourgeoisie, ses gouvernements et polices, ne haïssent pas moins le S. O. I. que les autres organisations révolutionnaires.

Actuellement la bourgeoisie américaine écume de rage. La presse, altérée de vengeance, réclame la chaise électrique pour les vaillants travailleurs et militants du S. O. I. de Gastonia.

Devant un tel crime de classe, qui dépasse en raffinement et en horreur tous les crimes de classe commis jusqu'à ce jour, tous les ouvriers de notre pays, unis dans un front de lutte d'une puissance irrésistible, faisant leur la cause des militants menacés du sort de Sacco et Vanzetti, doivent se dresser aux appels du Secours Rouge et du Secours Ouvrier pour sauver de la chaise électrique les accusés de Gastonia.

Contre ce crime monstrueux, la solidarité prolétarienne doit se manifester active, rapide, puissante!

Tous debout!

La Section Française du S. O. I.

Abonnez-vous à

LA POLITIQUE SOCIALE

SIX MOIS. 5 Francs

UN AN 10 Francs

Trouvez-nous cinq abonnements d'un an et vous
——— recevez un abonnement gratuit ———

Communiquez-nous des adresses d'amis
susceptibles de s'intéresser à notre Revue

Un tournant dans le mouvement ouvrier Britannique

LA GRÈVE DE BINLEY

Binley est un village mineur composé d'environ 400 familles, logées dans quelques groupes de corons, du comté de Warkshire.

Depuis 13 semaines il ne sort plus de fumée des cheminées des mines de Binley.

Quand on arrive à Londres, et même après plusieurs semaines de séjour, il est difficile de se faire une idée assez exacte du destin social de l'Angleterre. Mais il suffit d'arriver à Binley pour sentir les caractéristiques de ce destin et se rendre compte, à travers cette petite grève, dont l'importance historique n'est pas si négligeable, que le mouvement ouvrier anglais se trouve dans un tournant.

En Grande-Bretagne, depuis la fin de la guerre surtout, les grands problèmes sociaux et économiques sont troublés et semblent sans vie. Qu'il s'agisse de la rationalisation, de la réorganisation industrielle, de la concurrence de l'industrie textile sur le marché indo-pacifique, du problème du chômage avec ses deux millions et demi de chômeurs, ou de la question des heures de travail, on peut estimer que la crise économique et sociale secoue l'empire britannique et menace de faire disparaître la vieille aristocratie ouvrière anglaise pour mettre sur le chemin de la radicalisation le prolétariat anglais dans son entier.

C'est ce qui explique les mouvements de grèves formidables où s'est produite la réaction des ouvriers contre l'abaissement du standard de vie et aussi l'activité désolante et révoltante des leaders réformistes des trades-unions qui, en fait, a toujours appuyé et consolidé l'offensive générale des capitalistes anglais.

La petite grève de Binley a projeté sur cette situation une clarté nue. Les mineurs de Binley, en dehors de toutes tendances politiques et économiques savent, unanimement, qu'ils se trouvent en face le front unique du gouvernement, des Trades-Unions et du Labour Party. Les uns et les autres ont soutenu cyniquement les briseurs de grève, fait condamner plusieurs ouvriers à de lourdes peines pour avoir formulé des menaces à ces briseurs de grèves, en même temps que le gouvernement ordonnait aux bureaux régionaux de l'Assistance publique de ne délivrer aucun secours aux femmes et enfants des grévistes. Les Trades-Unions recommandent sur tous les tons à leurs adhérents de reprendre le travail. Le leader party a convoqué plusieurs conférences spéciales pour prendre toutes mesures qu'il jugeait utile contre les tendances révolutionnaires et surtout contre le S. O. I. qui, fidèle à ses devoirs, organisait des secours en faveur des grévistes.

Rien n'a fait auprès des mineurs de Binley qui continuent leur lutte sans se laisser influencer par les manœuvres déconcertantes

des leaders des Trades-Unions et du Labour Party. Ainsi l'aristocratie ouvrière, représentée par la bureaucratie des Trades-Unions et du Labour Party en reste pour ses frais.

Dans cette action de trahison s'est particulièrement signalé l'aristocrate ouvrier Davies, dont le rôle auprès de Cook est bien connu et qui voulait s'opposer aux méthodes énergiques d'organisation proposées par les femmes de mineurs, et organisa au contraire un sabotage en règle de tous les moyens de lutte préconisés.

Qu'on le veuille ou non, cette situation porte un caractère politique nettement déclaré et qui est l'expression également nette du combat « classe contre classe ». Mais nous constatons surtout que la radicalisation des ouvriers britanniques qu'on croyait, il y a encore peu de temps, prisonniers de l'idéologie des Trades-Unions s'avère de plus en plus sous l'offensive du capitalisme si bien secondé par l'aristocratie des Trades-Unions et du Labour Party qui se trouvent ainsi sur la voie directe du social-fascisme.

L'expérience de Binley est très concluante sur ce point. Après quelques semaines de grève, après avoir un instant maladroitement agi, en écoutant trop volontiers leurs leaders réformistes, les mineurs de Binley se sont ressaisis, firent appel au Secours Ouvrier International dont le secrétaire régional devint même président du Comité de grève et la lutte reprit plus vigoureuse en renforçant chaque jour la volonté de victoire.

Le Congrès national minoritaire qui s'est réuni tout dernièrement à Londres et le Congrès des Trades-Unions qui se tient actuellement à Belfast, ont tous deux, chacun dans son sens, fortement souligné le sens du développement de la grève des mineurs de Binley. Les échos de ces deux congrès et l'attitude du gouvernement travailliste ont définitivement fixé les esprits des grévistes qui semblent avoir définitivement condamné les méthodes fascistes de ceux qu'ils croyaient encore, il n'y a pas si longtemps, leurs amis et soutiens et qui, dans leur activité réelle de briseurs de grèves, travaillaient hypocritement à l'abaissement du niveau de vie des ouvriers.

L'aggravation de la lutte de classe au sein de l'Empire britannique, la radicalisation ouvrière qui se poursuit dans ce pays sur un mode accéléré ne peuvent rester sans déterminer d'importantes conséquences pour la politique ouvrière mondiale. L'ébranlement de stabilisation ira en s'accroissant qui obligera la classe ouvrière de ce grand pays d'entrer dans l'action révolutionnaire si elle veut conserver ses droits acquis et lutter aux côtés et parmi le prolétariat mondial contre les guerres que prépare le capitalisme et pour la sauvegarde de la République des travailleurs de l'Union Soviétique.

La grève de Binley n'est pas une grève locale, mais une grève dont les intérêts supérieurs montrent un caractère nettement révolutionnaire et international.

Kurt SAUERLAND.

QUELQUES FAITS

Une de plus

La onzième assemblée de la Société des Nations, qu'on a appelé officiellement la dixième, s'est éteinte la semaine dernière.

Entre les discours d'ouverture et de clôture de M. Guerrero on a entendu beaucoup de discours sur le désarmement, l'arbitrage et la sécurité.

Briand a gavé les délégués d'une épaisse panade européenne. Et malgré les efforts remarquables de Lord Cecil, qui voulait faire son petit Snowden à Genève, aucun scandale ne s'est produit.

Pour être quitté avec cette assemblée nous en parlons donc pour ne rien dire.

Ceux à qui cela ne suffirait pas, nous les prions de se reporter aux comptes rendus de la neuvième-dixième assemblée de 1928 où il a été traité, et dans le même sens, des mêmes questions; ou encore, s'ils ne sont pas trop pressés, d'attendre la douzième assemblée, qui se tiendra en 1930 et où, entre les discours d'ouverture et de clôture qui seront prononcés par les représentants de la maison *Pax et Guerrero*, on reprendra les mêmes discussions sur les mêmes questions de désarmement, d'arbitrage et de sécurité, afin de pouvoir les reporter à la treizième assemblée qui est prévue pour 1931. A moins que d'ici là...

Où il est encore question de l'illustre maréchal Foch...

Mais si, à Genève, les délégués de l'Assemblée des Nations n'ont fait que troubler les eaux du lac par l'abondance de leur salive, il y a d'autres lieux où d'autres hommes parlent et agissent plus dangereusement.

C'est le cas du superpatriote allemand Arnold Rechberg dont on vient de rappeler fort à propos les conversations qu'il a eues un jour avec M. le maréchal Foch, conversations dont le but n'était rien

moins qu'un accord industriel et militaire franco-allemand portant sur les points suivants :

1. Liaison d'intérêts des industries les plus essentielles françaises et allemandes.

2. Accord militaire franco-allemand avec un état-major supérieur composé de généraux français et allemands. L'armée belge serait affiliée à cette alliance militaire.

Dans une lettre qui vient d'être publiée, le superpatriote Arnold Rechberg ajoute que : « *L'illustre maréchal était convaincu de la réalisation d'un tel accord militaire franco-allemand, et qu'il estimait d'importance toute particulière que cet accord militaire franco-allemand soit doublé d'un entrelacement étroit et indissoluble des intérêts industriels vitaux franco-allemands.* »

Et qui avait présidé à ces conversations entre le « boche » Arnold Rechberg et l'illustre maréchal?

Le petit ami de de Kérillis, le superpatriote et fasciste français : Paul Reynaud.

C'est Paul Reynaud qui, depuis 1926, « travaille » en France et en Allemagne pour ces accords industriels et militaires.

C'est M. Paul Reynaud qui a réuni à Paris, autour d'un bon gueuleton, sénateurs et députés français, de droite et de gauche, avec le général allemand Von de Lippe et cet Arnold Rechberg, où il a d'abord été question de pactes franco-allemands de la potasse, du fer et des industries chimiques.

Et c'est, à son tour, Arnold Rechberg qui a introduit le superpatriote français Paul Reynaud auprès de Stresemann et des principaux hommes politiques et industriels allemands, avec lesquels les conversations se sont continuées.

Elles continuent d'ailleurs. C'est pour ça que 15 millions d'hommes ont été assassinés.

Si les morts pouvaient revenir pendant une heure!

Où si les vivants vivaient et pensaient!

Mais les vivants vivent-ils et pensent-ils?

... et de Briand
" le Courageux "

Bien entendu, le Gouvernement français, Poincaré, Briand et les autres, ont été au courant et ont participé directement ou indirectement à ces conciliabules.

Mais quelles sont les raisons fondamentales de ces recherches d'accords industriels et militaires? pourraient encore demander les incrédules ou les trop crédules.

Ces raisons fondamentales nous les avons données ici quand nous dénoncions Briand le « paiteux » comme l'ennemi le plus irréductible de l'Union Soviétique et de la classe ouvrière.

Les voici à nouveau soulignées avec plus de force et d'autorité par un ami intime du « paiteux » : M. Jules Sauerwein, qui vient d'écrire dans le *Telegraph d'Amsterdam* un commentaire des idées du premier ministre de France relatives à l'unification européenne. Après avoir souligné les contradictions qui existent entre tous les Etats européens et les réserves faites au plan de Briand, M. Jules Sauerwein déclare :

« Que signifie l'inquiétude des petits Etats baltes et de la Petite Entente, si on leur oppose la stabilité et la force grandissantes qu'une semblable situation leur conférerait en Europe? Tous doivent considérer qu'un jour la Russie devra adhérer à cette fédération et que ce pays sera ainsi obligé de réformer au plus vite ses institutions en même temps qu'il perdra en quelque sorte le poison de sa propagande. »

Et M. Jules Sauerwein ajoute :

« Même sans guerre, des conflits sociaux peuvent être soulevés, des révolutions et des troubles, qui, dans leur cortège, amèneront la misère (la misère pour les bourgeois). Il faut faire quelque chose pour prévenir cette catastrophe. »

Est-ce que ces paroles disent bien ce qu'elles veulent dire?

Est-ce clair, bien clair pour tout

le monde? Et comprend-on bien pourquoi Briand veut les Etats-Unis d'Europe et que derrière lui la social-démocratie tout entière, veut la Paix et le Désarmement, selon l'esprit de la Société des Nations.

Ne faites pas attention
à ce qu'il dit...

Il y a encore mieux que toutes les paroles prononcées par les polichinelles de la politique européenne.

Un linguiste français, Le Dantec, l'auteur du livre : *De l'égoïsme comme base de toute société*, livre qui fit en son temps assez de bruit, rappelant un jour que la parole fut donnée à l'homme pour mieux déguiser sa pensée et parlant des langues dont les mots échappent à toute définition exacte, ce qui fait que chacune d'elles est une véritable tour de Babel même pour le peuple qui la parle, ajoutait comme conclusion : « Si chaque langage est impossible, il en reste cependant un qui ne trompe pas : le langage d'action ».

Et c'est pourquoi, plus encore qu'aux discours éloquentes et démagogiques, il faut être attentif aux faits, aux seuls faits, langage d'action des gouvernements démocratiques et socialistes.

Jetez donc un coup d'œil et regardez ce qui se passe autour de vous dans les usines où l'on prépare fiévreusement un matériel de guerre formidable. Voyez comme s'enflent partout les budgets de guerre. Suivez les événements d'Autriche où, avec la complicité de la Société des Nations, et de la social-démocratie, on installe le fascisme afin de relier cet état fasciste d'une part à celui d'Italie, et d'autre part à ceux de Hongrie et de Roumanie. L'Allemagne ayant « la voie libre » c'est l'étreinte de fer tout à fait resserrée autour de l'Union Soviétique.

Quittons maintenant l'Europe et allons derrière les beaux soldats, les tanks et les avions de Mac Donald en Palestine, où on massacre les ouvriers et les paysans arabes et les juifs révolutionnaires, dont on est peu sûr de « l'amitié » en Angleterre, afin d'y conserver les bases militaires et la route libre

vers le golfe persique, l'Empire des Indes, et, au besoin, vers la Russie, avec l'aide de la France en Syrie, par la Transjordanie et l'Irak.

Maintenons anxieusement nos regards sur la Mandchourie, où l'état de guerre contre l'Union Soviétique persiste, entretenu par les divers impérialismes qui y poursuivent deux buts : nuire le plus posant ouvertement la guerre contre elle, et développement des zones d'influences de chacun des impérialismes pour la recherche des débouchés indispensables aux grandes industries du Japon, d'Angleterre et des Etats-Unis, etc., etc.

Qui donc a osé affirmer que nous étions dans une période de paix qui durera quarante ans.

Le monde entier est dans un complet marasme économique et politique.

L'Union Soviétique, par sa seule existence, menace l'équilibre capitaliste qui n'est plus qu'apparent malgré sa merveilleuse mise en œuvre des forces et des intelligences capitalistes admirablement aidées par la social-démocratie.

La rarefaction des matières premières pour les industries capitalistes, et l'absolue nécessité pour tous de trouver de nouveaux et importants débouchés commerciaux, déterminent entre les Etats capitalistes une lutte qui n'a pas d'autre issue que la guerre.

Aveugles et sourds volontaires ceux qui ne veulent ni voir ni entendre parce que contre-révolutionnaires.

E. D.

Le Buste

Le Congrès de la C. G. T. se déroulait tranquillement, bien tranquillement, sans la moindre effervescence, dans le plus parfait esprit de collaboration et de paix. Aucune contradiction n'agitait les délégués qui étaient venus pour ronfler et applaudir. D'ailleurs, on avait pris soin de jeter à la porte ceux qu'on soupçonnait n'être pas d'accord avec Léon, comme ce fut le cas pour le citoyen Aragon.

C'est qu'on n'aime plus, mais plus du tout, les discussions à la vieille C. G. T. De la collaboration, toujours de la collaboration, rien

que de la collaboration. La Paix, la Paix sociale, la Paix industrielle; la Paix pour Jouhaux, pour Dumoulin, et les miettes pour les autres.

Mais un congrès ne peut se passer d'émotion, même pour les plus assouplis à la gymnastique cégétiste. On a remédié à ce petit défaut par une jolie petite mise en scène bien réglée par les dirigeants de la C. G. T., qui préfèrent depuis longtemps la comédie à la lutte.

Et c'est alors qu'un rigolo, un sculpteur avisé, s'est amené au beau milieu de l'immense salle Japy avec dans les bras noués amoureuxment : un buste. Un buste où cet amusant artiste (des humoristes, sans doute) avait immobilisé les traits caractéristiques et purs du grand, du bon, du beau Léon Jouhaux, qui, tout à fait par hasard, se trouvait à la tribune du congrès en train de prononcer pour la cent cinquante-troisième fois son discours-omnibus sur la Société des Nations.

Ce fut, mes amis, une joie indescriptible, une émotion émouvante. Des applaudissements frénétiques et interminables; des larmes attendrissantes tombant, lourdes, des gros yeux des vieux de la vieille (c'est bien le cas de le dire) et de tous les sursitaires de la dernière et de la prochaine (les malins). Et vous ne le croirez peut-être pas : on chanta, on fredonna plutôt, car il y a longtemps que c'est oublié, un couplet de *l'Internationale*.

Jouhaux, complètement retourné (il n'est pas mal comme ça), cramponné à la tribune, trébuchant et pâle (c'est un de ses principaux traits) d'émotion, recouvra enfin peu à peu ses sens pour prononcer d'une voix de fille (parfaitement) des paroles de remerciements dignes d'être portées à la postérité :
« Ce n'est pas mes traits physiques que je vous demande de conserver dans votre mémoire, ce sont ceux des théories que j'ai soutenues et de la cause à laquelle j'ai sacrifié toute ma vie. »

On a dû lever la séance. Après ça on ne pouvait plus rien entendre. Jouhaux, comme il se devait et comme il en a l'habitude, la grande habitude, a été très modeste. Mais nous estimons qu'il a eu fort de

demander qu'on ne garde pas la mémoire de ses traits physiques, car en ces traits-là, aux belles lignes courbes, pleines, ne voit-on pas admirablement *le sacrifice à la bonne cause?* Si, si.

Nous serons donc de ceux qui en conserveront la mémoire. Et nous demanderons mieux, selon la juste formule : à chacun selon ses mérites. Nous demandons qu'on enlève tout de suite le « Terrassier fatigué », de Rodin, qui se trouve placé en face du Panthéon et qu'on y mette le buste. La Patrie lui doit bien cela, et elle n'a nul besoin ni le droit d'attendre que Jouhaux meure sous la tâche pour lui manifester ainsi sa reconnaissance.

La repopulation

Les dernières statistiques comparées de la population en France (2^e trimestre des années 1928 et 1929) donnent les résultats suivants :

	1929	1928
Naissances d'enfants déclarés vivants	185.398	190.437
Mort-nés	7.176	7.435
Décès de moins d'un an	14.906	15.648
Décès d'un an et plus	161.076	152.788
Décès au total	175.982	168.436
Excédent des naissances.	9.416	22.001

On peut constater que malgré les beaux discours et encouragements officiels le nombre des naissances diminue alors que le nombre des décès augmente.

La France reste le pays d'Europe où il meure le plus d'enfants.

Mais c'est aussi le pays où l'on fait le moins pour sauver l'enfant malade ou l'enfant malheureux.

Comme l'a dit élégamment un officieux : « Toutes les belles paroles n'y feront rien tant que dureront les deux crises conjuguées du logement et du bifteck. »

Et nous ajoutons : tant que durera un régime qui doit penser davantage aux œuvres de mort qu'aux œuvres de vie.

Ceci explique cela

Société anonyme Coty

Depuis sa création, soit en cinq exercices, la Société anonyme Coty a gagné 186 millions de francs. De cette somme, les actionnaires n'ont reçu que la moitié, soit 94 millions, tant en espèces qu'en actions gratuites.

Sur le total des bénéfices bruts de 186 millions, il a fallu prélever 12 millions qui, chaque année, ont servi à assainir la situation : ils ont été employés à créer des provisions pour créances douteuses. Enfin 12 millions 1/2 ont été affectés aux amortissements avant que soient déclarés les bénéfices nets qui représentent un total de 162 millions et demi. Sur ceux-ci, 39 millions ont été prélevés, qui ont été portés aux réserves. Il a fallu encore 24 millions pour arriver à amortir entièrement les immobilisations.

L'Ami du Peuple ne coûte que deux sous, mais avant, pendant et après il a coûté, il coûte et il coûtera des rivières de sueur et de sang aux exploités des bagnes Coty et Cie.

Petites nouvelles

Le Cardinal Dubois est mort. On en a profité pour l'enterrer. Jamais mardi-gras n'a été aussi bien réussi.

Stresemann, le grand ministre des Affaires étrangères de l'empire républicain allemand, est également mort.

Nous comprenons mieux maintenant, à la lumière de ce grand événement, ce qu'avait voulu dire Stresemann dans son dernier discours à Genève, quand il a déclaré en scandant bien ses mots : « La voie est libre ».

C'était un pressentiment.

Poincaré est toujours malade. Et on va commencer à la Chambre les discussions sur le budget 1930.

Poincaré ne pouvant pas participer aux discussions et abandonnant la partie entre les mains grotesquéricules du bon gros Chéron, cela ne va-t-il pas aggraver son état et lui donner de la bile maintenant qu'il n'a plus de prostate?

Chiappe reste et restera préfet de police. Ah! s'il s'agissait d'une

ambassade.. Mme *Marcelle* Chiappe aviserait peut-être. Mais pour un fauteuil de sénateur... Piétri ne les a jamais regardés

En U. R. S. S.

La protection de la santé en U. R. S. S.

La protection de la santé publique marque en U. R. S. S. des progrès constants.

Dans la Russie proprement dite (R. S. F. S. R.), de 1927-28 à 1928-29, le nombre des lits dans les hôpitaux a passé de 187.142 à 196.051, le nombre des cabinets médicaux dans les cliniques municipales de 6.572 à 6.834, le nombre des cabinets dentaires de 1.948 à 2.088, le chiffre des secteurs médicaux dans les campagnes de 4.680 à 4.985, le nombre des lits dans les dispensaires pour les tuberculeux de 15.471 à 17.373, etc.

Ces chiffres, d'ailleurs incomplets, dépassent de loin ceux d'avant-guerre. Le développement des moyens de protection de la santé publique eut évidemment comme corollaire une baisse considérable de la mortalité et une regression des maladies.

Toutes ces mesures ont nécessité des dépenses importantes : les investissements en faveur de la santé publique se chiffraient en 1927-28 par 80.200.000 roubles pour le compte du budget d'Etat, par 231.500.000 au titre des budgets locaux, par 268.500.000 pour le compte des assurances sociales et par 38.300.000 de crédits spéciaux, soit au total par 618.500.000 roubles tchervonetz (359.300.000 roubles d'avant-guerre) en augmentation d'environ 300 0/0 par rapport aux dépenses analogues d'avant-guerre qui se montaient à 124 millions 400.000.

Au cours de 1928-29, ces investissements atteindront la somme globale de 698.500.000 roubles tchervonetz, soit 13 0/0 de plus qu'au cours de l'exercice précédent.

L'application en U. R. S. S. de la semaine de cinq jours

Au sujet de la semaine de cinq jours de travail, dont les autorités

soviétiques viennent de décider l'application, les dispositions suivantes ont été prises : tous les ouvriers employés dans les entreprises soviétiques seront divisés en cinq groupes : chaque jour, quatre de ces groupes seront au travail et le cinquième se reposera. Ainsi, durant la semaine nouveau style, chaque ouvrier sera employé pendant quatre jours consécutifs de sept à huit heures chacun et il aura un jour de repos.

LA VIE DU S. O. I.

L'Affaire de Gastonia

Nos lecteurs connaissent les faits, notre camarade Gibarti les ayant relatés dans le N° 3 de la *Politique Sociale*. D'autre part, on trouvera dans ce numéro le manifeste du S. O. I.

Quelques faits nouveaux sont venus éclairer et préciser l'attitude des bourgeois yankees depuis le mois dernier.

Le procès commencé à Gastonia était bientôt suspendu, par suite de folie subite d'un juge. Sous la pression et l'indignation populaire, malgré la campagne forcenée de la presse bourgeoise contre les grévistes, le S. O. I., le S. R. I. et les militants du syndicat textile, le procès fut transporté à Charlotte.

Ayant suspendu le procès une nouvelle fois, devant le flot montant des protestations de toutes parts, les juges, après avoir libéré dès le début du procès trois camarades femmes, sous caution de 5.000 dollars chacune, lesquelles sitôt sorties de prison alertèrent les classes laborieuses dans de grands meetings à Chicago, Philadelphie, New-York, etc., se virent contraints il y a une semaine de relâcher neuf des accusés.

Ceci montre clairement sur quelles bases fragiles l'accusation repose et montre surtout tout le sens de classe du procès dont les échos apportent au delà de l'Océan l'impression nette d'une machination odieuse et criminelle des forbans capitalistes de l'Etat de la Caroline contre le jeune prolétariat et ses organisations luttant avec une énergie farouche.

La libération de 9 accusés sur 16 ne doit pas diminuer d'un instant

la vigilance des travailleurs du monde entier. Au contraire, il faut voir dans ce fait une manœuvre qui, tout en donnant partiellement satisfaction à l'opinion indignée, laisse croire au déroulement « légal » du procès, et doit permettre plus facilement l'électrocution des sept autres.

Les assassins de Sacco et Vanzetti ne lâcheront pas leur proie, si la vague irrésistible de protestation et d'action de solidarité ouvrière ne les y contraint.

La Conférence Nationale du S. O. I.

Une conférence nationale du S. O. I. se tiendra salle des Sociétés Savantes, à Paris, le 27 octobre.

A cet effet, tous nos camarades sible à l'Union Soviétique en préadhérents individuels et collectifs ont dû recevoir un bulletin spécial contenant les rapports et les résolutions sur le rôle du S. O. I. dans les luttes économiques et la politique sociale, etc., et le rapport de la Fédération de la Région parisienne.

Les fédérations et sections ont également reçu le bilan financier du S. O. I., la situation du V. P. E. et Avenir Social, maisons d'enfants du S. O. I.

Tous ces matériaux forment une documentation abondante pour une discussion au sein des assemblées des organismes locaux et départementaux qui devront faire parvenir au siège, avant le 27 octobre, les motions, suggestions ou propositions qu'ils désirent soumettre à la Conférence nationale.

L'importance de celle-ci ne peut échapper, étant donné la situation actuelle, à aucun des membres actifs, qui trouveront dans l'exposé des faits et chiffres, de nouvelles forces pour le redressement et le développement du S. O. I. dans la voie révolutionnaire de la Solidarité prolétarienne et d'éducation sociale.

L'ordre du jour de la Conférence nationale est ainsi établi :

- 1° Rapport sur l'activité depuis le dernier congrès;
- 2° Rapport financier;

3° Rapport sur la « Politique sociale »;

- 4° Orientation nouvelle du S. O. I.
- 5° Questions diverses.

Cinéma

Nos séances reprennent avec la saison. Un bon drame social, *Ménilmontant*, un des rares et bons films de la production française fut présenté, accompagné de notre grand documentaire *Shangai*, épisode de la révolution chinoise, à Seloncourt, Valentigney, Dijon. Tous les travailleurs et amis ont manifesté leur satisfaction d'un tel programme qui dégage un enseignement sain d'éducation sociale et leur permet d'apprécier par l'image documentaire, sans mise en scène, tel *Shangai*, la vie pénible des « coolies », des femmes et des enfants dans les entreprises. Classe laborieuse et misérable, exploitée odieusement par les capitalistes étrangers pour la plupart, mais maîtres absolus, et jouissant visiblement d'une vie facile, opulente, dont les aspects divers sont autant de contrastes éducatifs pour les spectateurs.

D'autres séances auront lieu ces jours-ci, à Saint-Ouen, Blanc-Mesnil, Laroche-Migennes.

Que nos camarades du S. O. I. et des organisations ouvrières se hâtent de nous écrire, s'ils ne veulent pas que leurs séances soient reportées à une date éloignée. Nous nous efforcerons néanmoins de satisfaire à toutes les demandes, de n'importe quel coin de pays qu'elles proviennent.

Toutefois, que l'on n'oublie pas qu'il faut plusieurs semaines pour une bonne diffusion des cartes, et que seuls les jours creux de la semaine sont accordés habituellement par les propriétaires d'établissements.

A l'œuvre et sans hésitation. Le film est un moyen moderne de propagande, le cinéma est populaire. Avec une bonne préparation par affiches, par la presse, le succès est certain.

Pour tous renseignements, écrire au S. O. I., 114, boulevard de la Villette, Paris (19°).

Le Directeur-Gérant : DUTILLEUL

Imp. LA TYPO-LITHO, 44, rue Danicourt, Malakoff



nos regards

ILLUSTRÉ MONDIAL DU TRAVAIL EN HÉLIOGRAVURE

Le Numéro : 1 fr. 50

Abonnements { 6 numéros..... 8 fr.
12 numéros..... 15 fr.

ADMINISTRATION ET RÉDACTION :
7, Rue Cardinal-Mercier, PARIS (IX^e)

Reg. du Com. an. Seine 232.554 B
Compte Chèques postaux : Paris 1220-59

DEMANDER ET LIRE
== LE SUPERBE ==
NUMÉRO D'OCTOBRE

Almanach Ouvrier et Paysan

1930

Vous n'ignorez certainement pas avec quelle sympathie et quelle impatience la population laborieuse attend, chaque année, la parution de l'**Almanach Ouvrier et Paysan**.

C'est que chaque année cet Almanach est rendu plus attrayant, plus pratique et plus utile; artistement et abondamment illustré.

Pour être agréable à nos lecteurs et abonnés, le Bureau des Éditions, éditeurs, peut leur fournir l'Almanach aux conditions exceptionnelles suivantes :

5 francs au lieu de 7

Adressez-nous votre commande dès aujourd'hui, accompagnée du montant, en utilisant de préférence le chèque postal, plus pratique et moins coûteux.

S. O. I. Chèque postal : Paris 825-55



114, Boulevard de la Villette, PARIS (19^e)



Imp. "La Typo-Litho", Malakoff (Seine).